



Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Direction de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins
Sous-direction des professions paramédicales
et des personnels hospitaliers
Bureau de la formation et de l'exercice des
professions
paramédicales (P1)
Personne chargée du dossier :
Aude CASSOU-MOUNAT
Tél. : 01 40 56 78 42
Fax : 01 40 56 58 46

La ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et
de la vie associative

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de Région
Directions régionales des affaires sanitaires et
sociales (**pour exécution**)

Direction de la santé et du développement social de
Martinique (**pour exécution**)

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
de la Réunion (**pour exécution**)

Direction de la santé et du développement social de
Guadeloupe (**pour exécution**)

Direction de la santé et du développement social de
la Guyane (**pour exécution**)

Direction de la solidarité et de la santé de Corse et de
Corse du Sud (**pour exécution**)

INSTRUCTION N°DHOS/P1/2008/239 du 18 juillet 2008 relative à la désignation des représentants des usagers amenés à siéger aux chambres disciplinaires de 1ère instance de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes et des pédicures podologues.

Date d'application : immédiate
NOR : SJSH0830737J (texte non paru au journal officiel)
Classement thématique : Santé publique

Résumé :
Mots-clés :
Textes de référence : - Loi n° 2006-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Décret n° 2006-270 du 7 mars 2006 relatif à la composition et aux modalités d'élection des conseils de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes et des pédicures podologues - Décret n° 2007-434 du 25 mars 2007 relatif au fonctionnement et à la procédure disciplinaire des conseils de l'ordre des médecins, des chirurgiens dentistes, des sages femmes, des pharmaciens, des masseurs

kinésithérapeutes et des pédicures podologues. - Articles L.4321-17 et L.4322-10 du Code de la santé publique
--

Textes abrogés ou modifiés :

Annexes : néant

La Loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique a créé les ordres professionnels des masseurs kinésithérapeutes et des pédicures podologues.
L'organisation des élections et la composition de leurs conseils ont été déterminés par les décrets n°2006-270 du 7 mars 2006 et n°2007-434 du 25 mars 2007 cités en référence.

L'ordre national des masseurs kinésithérapeutes est constitué de conseils départementaux, régionaux ou interrégionaux et d'un conseil national.

L'ordre national des pédicures podologues est quant à lui composé de conseils régionaux ou interrégionaux et d'un conseil national.

Chaque conseil régional ou interrégional est doté d'une chambre disciplinaire de première instance, compétente pour juger les professionnels qui sont l'objet de plaintes.

Les sanctions susceptibles d'être infligées, en cas de condamnation, sont l'avertissement, le blâme, l'interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis, voire l'interdiction définitive. Appel des décisions peut être fait devant la Chambre disciplinaire nationale.

Au regard de l'article L. 4321-17 du code de la santé publique relatif aux masseurs kinésithérapeutes et de l'article L.4322-10 du même code concernant les pédicures podologues : lorsque le litige oppose le professionnel à un patient, la Chambre disciplinaire de première instance saisie s'adjoint deux représentants d'associations d'usagers désignés par le Ministre chargé de la santé.

La participation des représentants des usagers au sein de ces instances disciplinaires est donc ponctuelle et dépend de la nature et de la fréquence des litiges.

L'installation des chambres disciplinaires de première instance est désormais effective. Il est dès lors nécessaire de procéder dans les meilleurs délais à la désignation des représentants des usagers amenés à siéger au sein de ces chambres.

Compte tenu de l'urgence relative à l'objet, je vous serais obligé de bien vouloir procéder à la désignation des représentants des usagers amenés à siéger en tant que de besoin au sein des chambres disciplinaires de première instance des pédicures podologues et des masseurs kinésithérapeutes :

Il convient de désigner pour les chambres disciplinaires de première instance de chacun des deux ordres mentionnés ci-dessus, dans les meilleurs délais et si possible afin la fin du mois d'août, deux représentants d'usagers appartenant aux associations d'usagers les mieux à même d'assurer cette représentation. Les associations d'usagers de la Conférence Régionale de Santé pourront utilement être sollicitées à cet effet.

Ces désignations sont faites par arrêtés publiés au recueil des actes administratifs. Un exemplaire de ces arrêtés sera renvoyé au ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Je vous remercie de votre coopération sur cette opération et reste à votre disposition pour répondre aux questions relatives à l'application de la présente instruction.

Pour la Ministre et par délégation
Par empêchement de la Directrice de l'Hospitalisation
et de l'Organisation des Soins
La Chef de Service

Christine d'AUTUME

